

Le rapport de la Mission Quilès suscite des critiques au Rwanda et en Belgique

Kigali dénonce une « mise en scène » pour « blanchir » la France

Tant au Rwanda qu'en Belgique, l'ancienne puissance coloniale, le rapport de la Mission d'information parlementaire a suscité critiques et réserves après la conclusion que la France n'est « nullement impliquée » dans le génocide de 1994. Kigali dénonce violemment une « mise en scène » destinée à « blanchir » Paris.

LA PUBLICATION du rapport de la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda, qui conclut que la France n'est « nullement impliquée » dans le génocide, suscite des réactions critiques tant à Kigali qu'en Belgique, où le Sénat a publié l'an dernier un document mettant clairement en cause les autorités politiques et militaires belges dans la tragédie rwandaise.

« Contrairement aux prétendus résultats de ce rapport, la France est coupable de crimes de génocide au Rwanda ! », a accusé, mercredi 16 décembre, la présidence rwandaise. « Le gouvernement français a joué un rôle vital dans la préparation du génocide au Rwanda, a pris une part active dans le génocide lui-même et a systématiquement sapé les efforts [de clarification] concernant les causes et les conséquences du génocide, déclare la présidence. Cette commission a été mise en place pour absoudre la France de tout rôle dans le génocide rwandais. Le rapport n'est donc qu'une mise en scène pour se blanchir. »

Kigali a constamment, depuis la création de la Mission d'information en mars 1998, émis des doutes sur la capacité de la France à examiner son passé. Les rapporteurs Pierre Brana et Bernard Cazeneuve avaient toutefois été surpris, lors de leur voyage au Rwanda en septembre, par le peu de preuves que le gouvernement rwandais pouvait apporter à l'appui de ses accusations.

envers la France, les responsabilités ne sont pas déchargées ». « A aucun moment, on ne dit qui a pris telle ou telle décision et on évite soigneusement de pointer l'Elysée, Matignon ou le Quai d'Orsay », ajoute M. Destexhe, qui regrette de ne pas avoir « l'impression que la Mission d'information ait cherché à enquêter, notamment sur les livraisons d'armes françaises au Rwanda ».

Le sénateur belge, qui mène une campagne pour que les Nations unies et les Etats-Unis acceptent d'enquêter sur leur propre rôle au Rwanda, estime en revanche que le chapitre du rapport Brana-Cazeneuve sur l'ONU est « accablant ». « Même si elles ont pu être mises en valeur pour diluer les responsabilités françaises, les informations sur le rôle de l'ONU et des Etats-Unis constituent une base suffisante pour poursuivre des enquêtes aux Nations unies et à Washington », conclut-il.

En France, tandis que l'opposition parlementaire prétend que la France « peut et doit être fière » de son action au Rwanda et que le dé-

puté communiste Jean-Claude Lefort estime au contraire que « des points majeurs ne sont pas éclaircis », le gouvernement va réfléchir, selon le Quai d'Orsay, aux propositions formulées par la Mission Quilès, notamment sur le contrôle des opérations militaires extérieures par le Parlement.

La polémique sur le soutien français au gouvernement hutu pendant le génocide a par ailleurs été relancé jeudi par *Le Figaro*, qui reprend un document paru dans le journal de la Légion étrangère, *Képi blanc*, en octobre 1994. Selon un compte-rendu de l'opération « Turquoise », « l'état-major » a « provoqué » et « organisé » « l'évacuation du gouvernement vers le Zaïre », ce qui est en contradiction totale avec le rapport parlementaire et indiquerait que la France s'est compromise avec les auteurs d'un génocide pourtant déjà reconnu à cette époque par la communauté internationale.

Rémy Ourdan

« AMBIGUÏTÉ »

Modeste Rutabayiru, le chargé d'affaires rwandais à Paris, a de son côté nuancé les propos de Kigali en déclarant que c'est l'« ambiguïté » de la France qui est en cause. « Etant donné les liens privilégiés entre les dirigeants français et les responsables rwandais de l'époque, la France avait tous les moyens de faire cesser les massacres. Mais, précisément, par son ambiguïté, elle les a laissés faire », estime M. Rutabayiru.

Le diplomate rwandais s'étonne que le rapport ne « mette pas en question François Mitterrand ». « La France se voile la face quand il s'agit de trouver des responsables », poursuit-il. Le document a, selon lui, « un goût d'inachevé ».

En Belgique, ancienne puissance coloniale au Rwanda, le gouvernement a indiqué que le rapport « ne semble pas apporter d'éléments substantiels supplémentaires ». Le sénateur Alain Destexhe, l'un des principaux acteurs de la commission d'enquête belge, a pour sa part estimé que « là où le rapport est critique